L'AES s'engage pour une souveraineté numérique renforcée : vers une coopération accrue dans la protection des données personnelles

MALI

1822

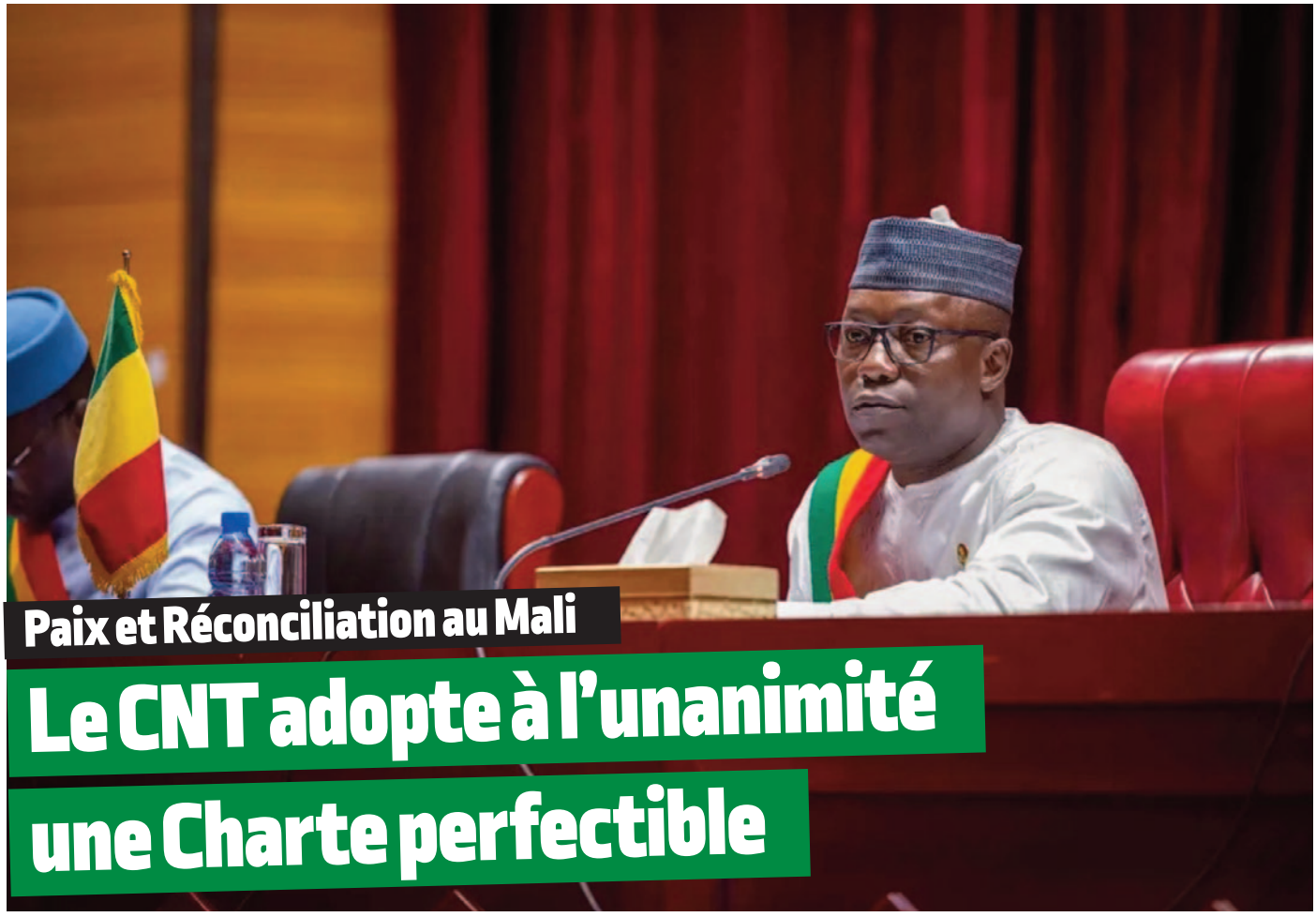
L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 08 AOUT 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Paix et Réconciliation au Mali

Le CNT adopte à l'unanimité une Charte perfectible



Nord du Mali : Un haut cadre de l' EIGS tué lors d'un affrontement avec le GATIA



Face aux défis de la saison des pluies : PNRRC se mobilise


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «

P.9



P.12



P.17



Une /

Paix et Réconciliation au Mali : Le CNT adopte à l'unanimité une Charte perfectible — P.4

Brèves /

Projet d'envergure énergétique : Une délégation nigérienne à Ouaga — P.9
Amélioration des compétences et la recherche d'emploi des jeunes : La ministre Oumou Sall Seck à Kayes — P.9
Face aux défis de la saison des pluies : PNRRC se mobilise — P.10
JOURNEE PANAFRICAINE DES FEMMES : Rôle et responsabilité des femmes de Kati au cœur du débat — P.10

Actualité /

L'AES s'engage pour une souveraineté numérique renforcée : vers une coopération accrue dans la protection des données personnelles — P.12
Nord du Mali : Un haut cadre de l' EIGS tué lors d'un affrontement avec le GATIA — P.14

Politique /

La défense commence dans les salles de classe : Pas dans les casernes — P.17
Abdoulaye Diop, ministre malien des affaires étrangères : "Sa Majesté nous connaît" — P.19
Commune rurale de Misseni, cercle de Kadiolo : La Mairie réhabilite les infrastructures routières — P.21

Culture & société /

Les soliloques d'Angèle : "Destiné à l'Afrique" : Que cache cette mention sur certains produits importés ? — P.24

International /

Brésil : Les larmes de Lula lors d'une réunion du CONSEA — P.25
Niger-Tchad : Le président Mahamat Idriss Déby Itno en visite à Niamey — P.27

Sport /

Sika KONE : Une fierté nationale du basketball malien — P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Paix et Réconciliation au Mali

Le CNT adopte à l'unanimité une Charte perfectible

Dans un climat mêlé d'espoir et de prudence, le Conseil National de Transition (CNT) du Mali a adopté ce jeudi 7 août, à l'unanimité, la Charte nationale pour la paix et la réconciliation. Lors d'une session solennelle dirigée par le colonel Malick Diaw, président du CNT, les 124 membres présents ont voté pour, sans opposition ni abstention, marquant ainsi un rare consensus national autour d'une initiative destinée à apaiser les tensions internes et à jeter les bases d'une réconciliation durable.

Fruit de plusieurs mois de dialogue à l'échelle nationale, la Charte a été élaborée par le ministère de la Réconciliation nationale, avec l'apport de représentants communautaires, de chercheurs, d'autorités traditionnelles et de membres de la société civile. Elle vise à établir une base éthique et politique pour refonder le lien social et sortir le pays d'un cycle de violences prolongé. Elle complète la Constitution de 2023 et se veut une boussole pour l'action publique en matière de paix, de justice transitionnelle et de cohésion sociale.

La Charte repose sur plusieurs principes structurants :

• Le respect des diversités culturelles, ethniques et linguistiques ;
• La reconnaissance des souffrances et la réparation des torts subis ;
• Le pardon, la vérité, et la non-répétition des crimes ;
• L'implication des communautés dans le processus de réconciliation ;
• La recherche du consensus national autour d'une vision partagée de la paix.
Parmi les mesures prévues :
• Campagnes de sensibilisation multilingues, y compris dans les zones rurales isolées ;
• Intégration des valeurs de la Charte dans l'éducation nationale, notamment au niveau primaire et secondaire ;
• Création d'un organe de suivi rattaché à la présidence, chargé de contrôler la mise en œuvre et de veiller à la transparence ;
• Possibilité de créer un fonds spécial pour financer des projets de réconciliation communautaire, la réinsertion des ex-combattants et la justice de proximité.

Malgré l'enthousiasme suscité par l'unanimité du vote et la volonté affichée de tourner la page des conflits, plusieurs zones d'ombre et faiblesses structurelles demeurent dans la Charte, suscitant l'inquiétude de certains observateurs :

1. Absence de cadre contraignant : La Charte, bien qu'adoptée, n'a pas de valeur juridique contraignante à ce stade. Elle reste un texte d'orientation, sans force légale claire ni mécanismes de sanction. Sa mise en œuvre repose donc uniquement sur la volonté politique, ce qui rend sa durabilité incertaine.

2. Flou sur les mécanismes de justice transitionnelle : La Charte évoque le besoin de justice et de réparation, mais ne définit pas

précisément les voies de justice à privilégier (tribunaux, commissions vérité, tribunaux coutumiers). Cela ouvre la porte à des interprétations divergentes et à un risque d'impunité.

3. Marginalisation potentielle des victimes : Peu d'indications sont données sur la manière dont les victimes des violences passées seront associées aux processus de réconciliation. Aucune garantie n'est encore apportée quant à leur participation directe ni à la réparation effective des préjudices subis.

4. Manque de représentation des groupes armés signataires et non signataires : Bien que la Charte évoque l'inclusivité, elle n'intègre pas clairement la position des groupes armés actifs, ni ne propose un cadre de négociation ou de désarmement clair, ce qui pourrait fragiliser l'impact de l'initiative dans les zones en conflit.

5. Risque de captation politique : Rattaché à la présidence, l'organe de suivi pourrait manquer d'indépendance, notamment en période de transition prolongée. Certains craignent une utilisation politique du processus de réconciliation pour renforcer le pouvoir exécutif ou exclure des opposants.

L'adoption de la Charte intervient dans un contexte toujours marqué par l'insécurité, la défiance institutionnelle et la détérioration du tissu social. Bien que le texte symbolise un désir collectif de paix, il doit maintenant passer l'épreuve du terrain, là où les violences persistent, où les communautés vivent dans la peur, et où les promesses institutionnelles peinent souvent à se concrétiser.



Si de nombreux acteurs politiques et diplomatiques ont salué « une avancée significative », plusieurs voix de la société civile appellent à la prudence et à l'engagement sincère. « La Charte est un outil important, mais elle ne vaut que si elle est portée par une volonté réelle de justice, de dialogue et de réforme », souligne Fatoumata Samaké, membre d'un collectif de femmes pour la paix à Mopti.

L'unanimité du CNT autour de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation est un acte politique fort et un signal d'unité dans un pays en quête de repères. Mais sans cadre juridique clair, sans justice effective, ni mécanismes d'inclusion renforcés, cette Charte pourrait rester lettre morte. Elle incarne un espoir, certes, mais un espoir qui devra se traduire en actions concrètes, équitables et mesurables pour devenir le socle d'une véritable paix malienne.

Moctar Sow



Kabala 24 IMD

Après avoir passé 15 ans au pouvoir c'est aujourd'hui ado arrive à Bouaké.
Ça c'est un au-revoir aux ex-rebelles.

Forces Armées Maliennes

L'Etat-Major
Général des Armées informe
l'opinion nationale qu'au cours d'une patrouille à
Mourdiah, une unité FAMa a découvert un poseur d'EEl déchiqueté par ses propres soins dans l'exercice maléfique de ses missions, ce lundi
4/08/2025, en vue de faire mal au FAMa.



Don de sang : La FAPVDM poursuit son engagement en faveur des FAMa
La Fédération des Associations pour la Promotion de la Vente Directe au Mali (FAPVDM) a organisé, le samedi 02 août 2025, à siège à Sabalibougou, la 3ème édition de la journée de don de sang au profit des Forces Armées Maliennes (FAMa).
L'objectif affiché pour cette 3ème édition est de collecter 300 poches de sang pour soutenir les militaires, souvent confrontés à des situations d'urgence vitale sur le terrain. Un pari que les organisateurs espèrent réussir en raison de la forte mobilisation des donneurs.



infosport

Diakaridia Camara · 2 h ·
De gauche à droite : Oumar Barou Makalou, Gouverneur de la Banque Centrale du Mali (BCM) et Directeur de Cabinet de la Présidence de la République du Mali, Famara Ibrahima Sagna, Gouverneur suppléant du Sénégal pour le Groupe de la Banque Mondiale et Tiéoulé Mamadou Konaté, Ministre des Finances et du Commerce du Mali. 1976



Ministère de la Jeunesse et des Sports

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Abdoul Kassim Fomba a reçu les vice-Championnes d'Afrobasket ce mercredi 06 août 2025 a la cité administrative de Bamako
.
Il s'agit de la deuxième rencontre entre le Ministre et nos vaillantes joueuses depuis leur retour au pays.
À cette occasion, le Ministre a réaffirmé sa fierté et son admiration pour l'équipe nationale féminine, déclarant qu'elles avaient porté haut les couleurs du Mali et qu'à ses yeux, elles étaient déjà les championnes. Il leur a également offert des présents, en guise de reconnaissance et d'encouragement pour leurs performances excep-

tionnelles.
#Mali
#MJSCICCC
#Jeunesse_Engagée
#Sport_Pour_Tous
#Civisme_En_Action



Daouda Bakary Kone



La commission de l'UEMOA dément un faux compte attribué à son président, SE Abdoulaye DIOP



UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE
La Commission

UEMOA

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) informe l'opinion qu'un **faux compte Facebook** a été créé au nom de son Président, **Monsieur Abdoulaye DIOP**. Ce compte utilise son nom, sa photo et d'autres informations personnelles.

La Commission de l'UEMOA tient à préciser que son Président **ne dispose d'aucun compte Facebook. Toute activité provenant de ce profil est purement frauduleuse**.

La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de poursuivre le ou les auteurs de ce faux compte devant les juridictions compétentes.

Ouagadougou, le 07 août 2025

La Direction de la Communication

www.uemoa.int
facebook.com/UEMOAOfficielle
X.com/UEMOA_officiel
youtube.com/c/UEMOAOfficiel

380, Avenue du Professeur Joseph Ki-ZERBO - 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso - Tél. (226) 25 31 86 73 à 76
Email : commission@uemoa.int - Site Internet : www.uemoa.int - facebook.com/UEMOAOfficielle - X.com/UEMOA_officiel - youtube.com/c/UEMOAOfficiel

Abdoulaye KABA



Général #ChérifOusmane dit le Guépard, Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre Ivoirienne . Il est considéré comme l'homme le plus fidèle au Président Ouattara.
Après chaque défilé militaire, il retient l'attention des ivoiriens.



Hamed Salif Camara



Fier et honoré d'avoir été choisi comme parrain de la cérémonie d'intronisation de 23 jeunes leaders à la JCI Mali - Officiel
Une nouvelle génération pleine d'idéaux, d'audace et de détermination rejoint la grande famille de la citoyenneté active.
À tous les nouveaux membres : engagez-vous avec passion, servez avec humilité, impactez avec fierté.



Ministère de l'Education Nationale Mali



SORTIE DE LA COHORTE 2025 DU CENTRE PERMANENT D'ALPHABETISATION : LE MINISTRE AMADOU SY SAVANE, PARRAIN DE LA PROMOTION
Une 3e promotion de plus qui a célébré sa sortie, mardi 5 août 2025,

à la Direction nationale de l'éducation non formelle et des Langues nationales (DNF-LN). Le ministre de l'Education nationale, Amadou SY SAVANE, a présidé la cérémonie et a également été désigné parrain de la promotion 2025 du Centre permanent d'alphabétisation.
La cérémonie de sortie de cette cohorte marque non seulement la fin d'un cycle, mais aussi le début d'une nouvelle étape dans la vie des apprenants et apprenantes, désormais mieux outillés pour participer à la vie sociale, économique et civique de leur communauté.
C'est dans ce contexte que le ministre de l'Education nationale, Amadou SY SAVANE a bien voulu accepter de parrainer cette cérémonie, en signe de reconnaissance pour les efforts fournis, mais aussi pour réaffirmer l'engagement des autorités en faveur de l'alphabétisation, de l'éducation non formelle et de la promotion des langues nationales, devenues langues officielles d'enseignement au Mali.
Selon la Directrice de l'Éducation non formelle et des langues nationales, le bilan de la promotion est positif du point de vue du niveau des apprenants qui ont fait 100%. Au nombre de 38 apprenants dont 26 hommes et 12 femmes en Bamanankan, 35 personnes ont pris part à l'examen final. Madame Sylla Fatoumata Cissé affirme que la plus grande moyenne a été de 17, 90/20 et la plus faible est de 11, 52 /20.
Le porte-parole des apprenants, Sékou Diallo s'est réjoui de la qualité de l'apprentissage. Au nom de ses camarades, il a salué et apprecié l'initiative et la démarche des plus hautes autorités.Le porte-parole des formateurs, Sidi Modibo Doumbia a salué les plus hautes autorités pour avoir fait 13 des langues nationales des sources de souveraineté retrouvée. Il a salué le courage des apprenants malgré leurs niveaux d'études dans des langues étrangères. « Parmi les apprenants, figurent des docteurs, des grands diplômés et des retraités, mais cela ne leur a pas empêché de venir apprendre leurs langues nationales », s'est-il réjoui.
Le ministre de l'Education précise que cette cohorte est un symbole d'espoir; qu'elle est bien plus qu'un simple événement. « C'est le symbole vivant de l'engagement de notre pays à lutter contre l'analphabétisme, à renforcer les compétences de base des citoyens, et à promouvoir une éducation inclusive, adaptée à tous les âges et à toutes les conditions sociales », a-t-il dit. Il a ainsi salué l'engagement et la détermination des plus hautes autorités en faveur de l'Alphabétisation qui, affirme le ministre, est un droit fondamental, mais aussi un puissant levier de transformation économique, sociale et culturelle. Le ministre de l'Education nationale a réaffirmé la détermination, l'engagement de son département, du Gouvernement et des plus hautes autorités à faire de l'éducation formelle et non formelle, un pilier du développement humain et de la cohésion sociale. Il a enfin saisi cette occasion pour appeler nos communautés à porter haut nos langues nationales, car selon lui, aucun développement ne saurait être atteint sans une population éduquée, consciente de ses droits et de ses devoirs. La cérémonie a pris fin par la remise symbolique des attestations aux apprenants.
CELLULE DE COM MEN



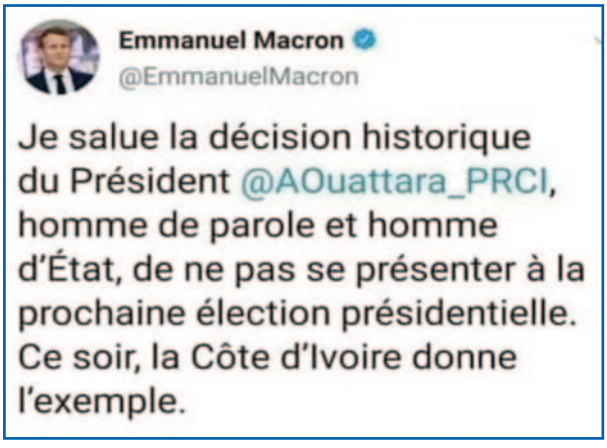
▪ Kunafoni 223 ▪

Mali : 238 millions de dollars pour réhabiliter la route de l'Espoir à Kayes



▪ Kati 24Kati 24

#FINANCES
Le déficit budgétaire du Mali baisse de 40 milliards de FCFA, soit de 580 milliards à 540 milliards.
#Redac #Kati24



Projet d'envergure énergétique : Une délégation nigérienne à Ouaga



Le Président de la Transition du Burkina Faso, le Capitaine Ibrahim Traoré, a récemment reçu une délégation du Niger conduite par la Ministre de l'Énergie, Haoua Amadou. Cette rencontre revêtait une importance particulière, puisqu'elle avait pour objectif de discuter d'un projet d'envergure dans le domaine de l'énergie : le site minier de Salkadamna. Cette initiative a été initiée suite à une recommandation du Président nigérien, le Général Abdourahamane Tiani, soulignant l'importance stratégique de ce projet.

Les services de communication de la présidence burkinabè ont relayé cette information, mettant en avant l'engagement des deux pays à renforcer leur coopération dans le secteur énergétique. La Ministre Haoua Amadou a souligné l'impact positif que ce projet aurait sur l'Alliance des États du Sahel (AES), en contribuant à accroître l'autonomie énergétique de la région et à garantir une sécurité énergétique à long terme. Le Niger a vivement encouragé le Burkina Faso à s'associer à cette initiative, afin de transformer ce projet en un véritable moteur de développement régional. Selon la Ministre Amadou, cette collaboration permettrait à un plus grand nombre de citoyens du Sahel de bénéficier des retombées positives de ce complexe énergétique. Cette démarche témoigne de la volonté des pays membres de l'Alliance des États du Sahel de mutualiser leurs ressources et de travailler ensemble sur des projets d'importance cruciale pour leur avenir commun.

Cette rencontre entre les autorités burkinabè et nigériennes marque ainsi une étape significative dans la consolidation des liens de coopération au sein de la région sahélienne, et souligne l'importance de la solidarité et de la collaboration pour relever les défis énergétiques auxquels sont confrontés ces pays.

Arouna Sidibé

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Amélioration des compétences et la recherche d'emploi des jeunes : La ministre Oumou Sall Seck à Kayes



Le ministre en charge de l'Entrepreneuriat effectue un déplacement dans la région de Kayes du 30 juillet au 3 août 2025. Sa visite visait à transmettre un message d'encouragement et de soutien de la part des dirigeants actuels envers les habitants, en particulier les jeunes et les femmes, en ce qui concerne l'amélioration de leurs compétences et la recherche d'emploi.

Au cours de son séjour, le ministre a mis en place diverses actions concrètes pour soutenir la population locale :

- Une présentation sur le monde de l'entreprise a été organisée pour 500 jeunes afin de les sensibiliser aux opportunités entrepreneuriales.
- Deux cents personnes en quête d'un premier emploi ont suivi une formation pour développer leurs compétences en recherche d'emploi.
- L'opération "Permis de conduire" a été lancée pour 30 jeunes aspirant à devenir chauffeurs, afin de faciliter leur accès au marché du travail.
- Cinquante femmes de l'Association des Femmes Cheminots ont été formées à la fabrication de savon, une compétence précieuse pour leur autonomisation économique.
- Diverses associations de femmes et de jeunes entrepreneurs ont bénéficié d'un soutien financier et logistique pour développer leurs initiatives.

Par ailleurs, ce déplacement a marqué le début de la construction des dortoirs de l'Atelier École de Kayes, symbolisé par la pose de la première pierre. Des certificats et des kits de démarrage d'activité ont été remis aux bénéficiaires dans le but de les aider à entreprendre.

Le ministre a souligné l'engagement ferme du gouvernement actuel à répondre aux besoins et préoccupations des habitants de la région. Il a mis en avant l'importance de ces actions pour le développement local, mettant en lumière l'implication du gouvernement dans l'amélioration des conditions de vie et des opportunités économiques des habitants de Kayes.

Cette visite ministérielle témoigne de la volonté politique de soutenir l'entrepreneuriat, l'emploi des jeunes et des femmes, ainsi que le développement économique de la région de Kayes.

Fatou Sissoko

JOURNEE PANAFRICAINE DES FEMMES : Rôle et responsabilité des femmes de Kati au cœur du débat



La maison des jeunes et de la culture de Kati a servi de cadre, le samedi 02 août 2025, à la conférence- débat organisée par l'association TERIYA-TON et l'Union des Femmes Leaders pour le Développement du Cercle de Kati (UFLDCK) en partenariat avec l'Association des Femmes des Camps des Militaires et Paramilitaires. Cette activité qui s'inscrivait en droite ligne dans le cadre de la commémoration de la Journée Panafricaine des Femmes, célébrée le 31 juillet de chaque année, avait pour thème : "Faire avancer la justice sociale, économique et environnementale pour les femmes du Mali à travers la promotion de leurs droits". En plus de ce sujet central, d'autres thématiques ont été discutées, comme : « le rôle et la responsabilité des femmes dans la protection de l'environnement » ; « les femmes et le panafricanisme, que peut-on retenir d'elles ? ».En souhaitant la bienvenue aux invités, la présidente des femmes leaders de Kati, Mme DIAKITÉ Zeïnabou SANGARÉ, s'est réjouie de la forte présence des femmes à cette rencontre qui ouvre le débat au tour des sujets d'une importance capitale. « La présente journée panafricaine de la femme célébrée le 31 juillet de chaque année nous rappelle notre force collective, notre engagement et notre rôle central dans le développement de notre société », a -telle -souligné. Selon Mme DIAKITÉ Zeïnabou SANGARÉ, le thème de cette année est essentielle dans la mesure où la justice est le socle de l'égalité et l'équité et surtout du progrès social.

Le Président de l'association TERIYA-TON, Siriman COULIBALY a déclaré que le 31 juillet est un appel à la mémoire, un rappel des sacrifices consentis, mais aussi une invite à l'action, à la continuité de l'engagement pour un avenir meilleur, juste et équitable pour toutes les filles et femmes africaines. En présidant cette conférence-débat, le 2ème adjoint au préfet de Kati, Arouna BERTHE a déclaré que cette initiative est d'envergure africaine car elle concrétise la valeur et le dévouement des femmes africaines pour le combat de l'unité africaine.Pour conclure, Arouna BERTHE a salué le courage et l'engagement des initiateurs tout en les exhortant à accompagner davantage le Président de la Transition dans le combat pour l'édification et le développement du Mali et de l'AES.Les temps forts de cet évènement étaient entre autres le moment de l'entonnement des hymnes nationaux, de l'AES, de l'Organisation Panafricaine des Femmes et la remise des attestations de reconnaissance.

SCH KADIDJA SOUNTOURA
Source: FAMa

Face aux défis de la saison des pluies : PNRRC se mobilise



Lous la houlette du Colonel Alioune Badra Sissoko, Directeur Général de la Protection Civile, la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (PNRRC) s'est réunie le mardi 5 août 2025 afin d'évaluer la situation actuelle face aux aléas de l'hiver. Cette réunion, qui a réuni des représentants de la Protection Civile, des membres de la PNRRC et des organisations humanitaires, a permis de dresser un tableau préoccupant des événements récents.

Le Lieutenant Sékou Gassama a présenté un bilan alarmant, mettant en lumière des débordements d'eau, des accidents électriques, des chutes de bâtiments et des tensions entre communautés. Les chiffres sont parlants : 27 inondations ont touché plus de 790 familles, faisant plus de 30 blessés et malheureusement 18 décès, dont 7 liés à des affrontements. Les dégâts matériels et les pertes agricoles sont également très importants.

Face à cette situation critique, plusieurs pistes ont été évoquées pour renforcer la résilience des populations. La PNRRC entend sensibiliser davantage les habitants aux dangers, rendre plus efficaces les interventions d'urgence et renforcer la coordination entre les acteurs humanitaires, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

La PNRRC appelle chacun à suivre attentivement les consignes de sécurité pendant la saison des pluies et réitère son engagement à renforcer la coordination des actions pour une gestion optimale des situations de crise. La solidarité et la prévention sont plus que jamais essentielles pour faire face aux défis posés par les intempéries.

Fatou Sissoko



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

L'AES s'engage pour une souveraineté numérique renforcée : vers une coopération accrue dans la protection des données personnelles



Dans un contexte de mutation accélérée du numérique et de montée en puissance des menaces cybernétiques, les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ont réaffirmé leur engagement commun pour une gouvernance rigoureuse et souveraine des données personnelles. Les autorités en charge de cette question cruciale dans chacun des trois pays se sont réunies en ligne le mercredi 6 août afin de finaliser un plan d'action stratégique, découlant de l'accord de coopération signé à Bamako en avril dernier.

L'un des objectifs centraux de ce plan d'action est le rapprochement des cadres législatifs et

réglementaires relatifs à la protection des données personnelles. Les trois pays ambitionnent d'élaborer des textes convergents, qui tiennent compte des réalités spécifiques du Sahel tout en respectant les standards internationaux. Cette harmonisation vise à faciliter la coopération transfrontalière, à mieux encadrer les flux de données et à poser les bases d'un marché numérique régional sûr et attractif.

Conscients des défis humains et techniques liés à la régulation du numérique, les responsables ont également convenu de mettre en place un programme régional de formation continue à destination des agents et des experts des structures de protection des données. Des sessions de renforcement de capacités, des ateliers spécialisés, ainsi que des missions d'échange sont prévus dans le cadre de cette coopération. L'objectif est clair : doter les trois pays de compétences solides pour faire face à la complexité croissante des traitements de données, qu'il s'agisse de surveillance, de publicité ciblée, de gestion de bases de données ou encore d'intelligence artificielle.

Le plan d'action accorde une place importante à la sensibilisation. Des campagnes d'information conjointes seront organisées dans les trois pays, visant à informer les citoyens, les entreprises et les administrations sur leurs droits et devoirs en matière de données personnelles. En mettant l'accent sur l'éducation numérique, les autorités veulent faire émerger une conscience collective autour des enjeux de confidentialité, de respect de la vie privée et de sécurité des données.

Pour les membres de l'AES, la protection des données n'est pas une simple exigence administrative : elle est un pilier fondamental de leur souveraineté numérique. Dans un contexte géopolitique tendu, où les infrastructures numériques sont souvent contrôlées par des acteurs extérieurs, cette coopération apparaît comme un moyen de reprendre le contrôle stratégique sur les ressources informationnelles nationales et régionales.

« Notre collaboration vise à bâtir un espace numérique sahélien souverain, sécurisé et respectueux des droits fondamentaux », ont affirmé les représentants à l'issue de la réunion. « La protection des données personnelles est au cœur de notre vision d'un développement numérique maîtrisé et bénéfique pour nos populations. »

Les autorités ont annoncé qu'un comité technique tripartite sera mis en place dans les semaines à venir pour superviser la mise en œuvre du plan d'action, assurer le suivi régulier des résultats et proposer les ajustements nécessaires. Des rencontres périodiques sont également prévues pour renforcer la coordination et évaluer les progrès accomplis.

Ce nouvel élan de coopération régionale dans le domaine du numérique traduit la volonté des États sahéliens de bâtir une architecture institutionnelle robuste, à même de répondre aux enjeux de souveraineté, de sécurité et de développement dans un monde de plus en plus interconnecté.

Yacouba Ongoiba



Nord du Mali : Un haut cadre de l' EIGS tué lors d'un affrontement avec le GATIA



Un tournant potentiellement significatif dans la lutte contre le terrorisme au Sahel : Alhousseyni Ag Hamaya, un important combattant du groupe État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), a été abattu mercredi 6 août dans le nord du Mali, lors d'un échange de tirs avec des membres du Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA).

L'affrontement mortel s'est produit dans une zone située entre Gao et Amasrakad, une région fréquemment marquée par des affrontements entre groupes armés, et où les populations civiles paient souvent le prix fort des rivalités entre factions.

Selon plusieurs témoignages recueillis auprès de sources locales, Alhousseyni Ag Hamaya était une figure tristement célèbre pour sa brutalité et ses exactions contre les civils. Il aurait notamment orchestré plusieurs assassinats ciblés, dont celui de treize personnes appartenant à une même communauté. Trois d'entre elles auraient été tuées le même jour dans des circonstances particulièrement violentes.

L'homme, connu pour sa loyauté envers les commandements de l'EIGS, avait longtemps échappé aux opérations de traque menées aussi bien par les forces armées que par les groupes d'autodéfense. Sa mort représente donc une perte stratégique pour la nébuleuse terroriste dans la région, même si le risque de représailles ou de violences persistantes demeure élevé.

Jusqu'à présent, ni les autorités maliennes ni le GATIA n'ont émis de déclaration officielle confirmant ou commentant la mort d'Alhousseyni Ag Hamaya. Ce silence laisse place à diverses spéculations, même si plusieurs sources locales affirment avoir assisté au retrait du corps après l'affrontement.

L'incident intervient dans un contexte sécuritaire particulièrement tendu au Mali, où les violences armées, les représailles communau-



taires et les conflits entre groupes rivaux alimentent une spirale d'instabilité. La région de Gao, en particulier, reste l'un des épicentres de cette insécurité chronique, malgré les opérations ponctuelles de sécurisation menées par les forces nationales ou alliées.

Pour de nombreux observateurs, l'élimination d'un acteur clé de l'EIGS comme Alhousseyni Ag Hamaya constitue une victoire symbolique dans la lutte contre les groupes terroristes au Sahel. Toutefois, cette disparition ne saurait, à elle seule, inverser la tendance lourde de la violence, d'autant plus que les groupes jihadistes disposent souvent de relais locaux et de capacités de reconstitution rapide.

En attendant une confirmation officielle, les habitants de la région restent partagés entre soulagement discret et crainte de représailles. Dans un climat de tension généralisée, chaque perte d'un chef terroriste est accueillie avec prudence, tant les dynamiques de violence sont enracinées et complexes dans cette partie du pays.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

La défense commence dans les salles de classe : Pas dans les casernes



Avant de parler de blindés rutilants ou de drones dernier cri, posons-nous les vraies questions. Pourquoi nos écoles tombent-elles en ruine pendant que des budgets colossaux s'évaporent dans des équipements militaires dont l'efficacité reste douteuse ? Pourquoi le mil devient-il un luxe au marché de Ségou alors que des discours enflammés vantent une puissance militaire régionale ? La défense du Mali ne se joue pas au bout d'un fusil, mais dans les fondations d'une société juste, éduquée et unie. Continuer à ignorer cette réalité, c'est courir à la catastrophe.

Les menaces qui pèsent sur le Mali ne sont pas seulement celles des groupes armés tapis dans le désert. Elles sont plus insidieuses, plus profondes : une jeunesse laissée sans horizon, des institutions gangrenées par la corruption, un contrat social en lambeaux. Aucun char d'assaut ne peut réparer une école sans toit, aucun drone ne peut restaurer la confiance d'un peuple envers ses dirigeants. Et pourtant, on persiste à brandir l'étendard du militarisme comme solution miracle. Cette obsession est non seulement inefficace, elle est dangereuse. Quand l'armée devient un outil politique, elle cesse d'être un rempart pour la nation et devient une menace pour la démocratie. Elle creuse les fractures qu'elle prétend combler, transformant des citoyens en spectateurs désabusés d'un État qui ne les représente plus.

Il est temps de changer de paradigme. La défense nationale ne peut plus être l'apanage d'une élite militaire ou d'un pouvoir qui s'en sert pour asseoir son autorité. Elle doit devenir une cause collective, portée par un peuple qui croit en son avenir. Pour cela, trois chantiers sont urgents :

1- Redéfinir la défense nationale comme un projet citoyen.

La sécurité ne se limite pas à des patrouilles armées. Elle passe par des citoyens formés, éduqués, impliqués. Une nation défendue est une nation où chaque individu a un rôle à jouer, que ce soit dans la gouvernance locale, la vigilance communautaire ou la lutte contre l'exclusion. Sans participation citoyenne, la défense reste une coquille vide, un slogan pour défilés.

2- Refonder le contrat social.

Pourquoi un Malien se battrait-il pour un État qui lui refuse justice, éducation, santé ? Le patriotisme ne se décrète pas, il se nourrit de réciprocité. Un État qui investit dans ses écoles, qui garantit la transparence de ses budgets, qui assure l'égalité devant la loi, donne à ses citoyens une raison de le défendre. Sans ce contrat, l'appel aux armes sonne comme une injonction creuse.

3- Démilitariser le pouvoir politique.

L'armée doit être au service de la nation, pas de ses dirigeants. Tant que les généraux occupent le devant de la scène politique, l'État restera otage d'une logique de force qui étouffe le débat démocratique. L'armée doit retrouver sa place : celle d'un outil régalien, pas d'un faiseur de rois.

Ce programme peut choquer. Il dérange ceux qui préfèrent les parades militaires aux réformes structurelles. Il agace ceux qui croient qu'un pays se construit à coups de déclarations martiales. Mais il est temps de regarder la vérité en face : le Mali ne sera fort que s'il est juste. Les blindés rouilleront, les drones s'écraseront, mais une nation éduquée, unie et confiante dans ses institutions résistera à toutes les tempêtes.

Alors, cessons de glorifier les arsenaux et commençons à bâtir des écoles. Cessons de célébrer les uniformes et commençons à respecter les citoyens. La reconquête du Mali ne se fera pas dans les casernes, mais dans les salles de classe, les marchés, les tribunaux. C'est là que bat le cœur d'une nation. C'est là que commence la véritable défense.

Sambou Sissoko



Abdoulaye Diop, ministre malien des affaires étrangères : "Sa Majesté nous connaît"



Dans une interview sur une chaîne marocaine, le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop a révélé que le Roi Mouhamed VI, a une connaissance très fine et détaillée de la réalité économique et sociale de chacun des pays de l'AES, qu'il suit avec beaucoup d'intérêt. C'est pourquoi, ajoute-il, il a exprimé la disponibilité de son pays à continuer de travailler avec nos pays pour la sécurité et à faire en sorte qu'il puisse accompagner les dynamiques politiques.

L'entretien du ministre Abdoulaye Diop s'est déroulé le mercredi dernier et avait au menu : les relations bilatérales entre le Maroc et le Mali, l'Initiative Afrique-Atlantique, ainsi que l'engagement de sa Majesté le Roi en faveur du continent africain.

A en croire le ministre Abdoulaye Diop, les relations entre le Mali et le Royaume du Maroc sont excellentes et se solidifient chaque jour. "Des relations empreintes de cordialité et de respect mutuel mais aussi ce sont des relations qui se sont fondées très loin dans l'histoire de nos pays".

À en croire le chef de la diplomatie malienne, aujourd'hui, notre président entretient de bonnes relations avec Sa Majesté le Roi Mouhamed VI. "Entre le Mali et le Maroc nous avons des relations culturelles, des relations cultuelles mais également des relations économiques et commerciales qui sont très denses".

Le ministre Diop d'ajouter que notre pays a un dialogue extrêmement utile et respectueux avec le Maroc. A ses dires, "le Maroc, en tant que pays regarde avec beaucoup de lucidité, beaucoup de respect et considération des évolutions en cours au Mali, ne s'est jamais mis dans une posture de jauger ou de donner des leçons, ce que nous apprécions, parce que nos échanges avec mon homologue marocain, il en est toujours sorti que le Maroc a confiance en la capacité du Mali de pouvoir surmonter ses difficultés".

Parlant de l'audience royale du 28 avril 2025 accordée aux pays de l'AES sur l'Initiative Afrique-Atlantique, M. Diop a fait savoir qu'au niveau de l'AES, ils ont exprimé leur intérêt à cette initiative. "Nous y avons adhéré, nous travaillons maintenant pour pouvoir donner un contenu concret à cette initiative".

Il estime que cette initiative de Sa Majesté Roi Mohammed VI vient en complément des efforts des pays de l'AES, dans le cadre d'un partenariat sud-sud, à pouvoir faciliter leur accès à la mer dans leur voisinage immédiat.

Elle s'inscrit également dans leur démarche de diversification de leurs sources d'accès à la mer et surtout en profitant de la qualité d'infrastructures modernes de transport, d'infrastructures logistiques qui pourront être mises en place. Même dans le domaine énergétique pour pouvoir connecter nos pays au marché international.

Ibrahima Ndiaye
Source : Mali Tribune



Commune rurale de Misseni, cercle de Kadiolo : La Mairie réhabilite les infrastructures routières



Le Conseil communal de la Commune rurale de Misseni dans le cercle de Kadiolo réhabilite des routes et des pistes dans la Commune. Le coût global des travaux est estimé à 285 millions de FCFA.

Depuis plusieurs mois, des travaux sont en exécution sur plusieurs axes routiers de la commune et sur environ 100 km de longueur.

Les travaux consistent à élargir ces routes, les couvrir de quelques couches de latérite émaillée de passerelle d'eau aux deux abords.

Selon le maire, Hadji Lassina Dagnogo, il est également prévu la réhabilitation des ponceaux et du pont névralgique de Zéguédougou, situé entre Misséni et Dioumaténé. La route Dioumatènè-Misséni à un coût de 95.000 000 de FCFA. Le tronçon reliant Misséni à N'Gandana (à la frontière ivoirienne) coûtera 35.000 000 FCFA,

celui de Misséni – Lougouani (30 000 000) et celui de Misséni – Kafiguéba – Téguéré (75 000 000 FCFA). Le coût de réhabilitation de la route Misséni – Biya est estimé à 40.000 000 FCFA.

Ce financement, selon le maire de la Commune de Misséni, a été possible grâce aux efforts financiers déployés par la mairie et ses partenaires exploitants des sites d'orpaillage. « Face à l'ampleur que prend l'orpaillage

dans la commune, j'ai convoqué une réunion du conseil communal et lui ai proposé de réfléchir sur une approche pouvant faire contribuer ces acteurs dans le développement de la commune », a expliqué l'élu local.

Les travaux ont déjà débuté et sont exécutés à hauteur de souhait, avoue Hadji Lassina Dagnogo. Satisfaction de la population locale...

« Nous n'avons rien à envier aux autres communes aujourd'hui en matière d'infrastructures routières », déclarent les usagers de la

route Dioumaténé- Misséni. Yacouba Diarra, conducteur de camion-citerne depuis vingt ans, se réjouit de l'état des routes en latérite.

Il a tenu à féliciter la mairie de la commune pour cette initiative et l'invite à retoucher certains ponts sur cette route, dont celui de Zéguédougou. « Mes frères et moi pratiquons le trajet Dioumaténé Misseni depuis plus de 20 ans. Ce tronçon était un véritable casse-tête pour les usagers. La route était restreinte, émaillée de nids de poule ; ensablée par endroits ; glissante par endroit.

Maintenant, c'est nettement mieux... Cela fait des semaines que je n'ai plus eu de panne sur cette route », explique Bouréima Konaté, un commerçant de Sikasso qui fréquente régulièrement le marché de Misséni.

Les producteurs et maraîchers des villages de la commune assurent que ces routes vont faciliter l'écoulement de leurs produits agricoles et maraîchers.

En plus des opportunités économiques qu'offrent ces routes, il y a le fait qu'on peut désormais évacuer facilement et rapidement les malades des Centres de santé communautaire vers le Centre de Santé de Référence de Kadiolo. «Ce qui était considéré comme un luxe » selon le maire Lassina Dagnogo. « Cette situation a coûté la vie à plusieurs personnes, surtout des femmes enceintes » dit-il l'air désolé tout en ajoutant que la réhabilitation des routes va contribuer au renforcement de la sécurité dans la commune.



Les chefs de villages saluent l'initiative

Certains chefs de villages de la commune saluent les initiatives de la mairie allant dans le sens du développement de la commune.

« Je me réjouis de la dotation de mon village de deux châteaux d'eau pour les habitants et de la construction de logements pour les enseignants grâce à l'intervention de la mairie et de ses partenaires. En plus de cela, nous (chefs de villages) sommes toujours impliqués dans le processus » se réjouit Siaka Koné, chef de village de Massiogo Coro.

Chefs de villages et élus de la commune de Misséni remercient les autorités de la transition du pays avec, à leur tête, le Général d'Armées Assimi Goïta, qui, selon eux, constitue une source d'inspiration. « Toutes nos actions s'inscrivent dans la vision du développement galvanisée par nos autorités », disent-ils.

Mamoudou Ousséni Barry,
Kadiolo Radio Ciwara fm
Source : Le Challenger



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Les soliloques d'Angèle : "Destiné à l'Afrique" : Que cache cette mention sur certains produits importés ?



On la retrouve sur de nombreux emballages en rayon : « Produit destiné à la consommation en Afrique » ou « Spécialement conçu pour l'Afrique ». Une mention apparemment anodine, mais qui suscite des questions chez les consommateurs africains. Que signifie-t-elle vraiment ? Est-elle encadrée par une loi ? Quels produits sont concernés ?

« Une formule aux contours flous », selon plusieurs personnes interrogées. En réalité, cette mention indique que le produit a été conçu, fabriqué ou conditionné pour le marché africain. Elle peut refléter une adaptation aux réalités locales : prix, goût, climat, préférences culturelles, ou encore un emballage ou une composition modifiée. Elle est souvent ajoutée par les fabricants ou importateurs, dans une logique commerciale ou logistique.

Aucun texte officiel, ni en Europe ni en Afrique, n'impose cette mention. Elle n'est pas exigée par les autorités, même si certaines agences comme la NAFDAC au Nigéria ou l'ANSSA au Mali en tolèrent l'usage. Il s'agit donc d'une initiative purement commerciale. Cette indication apparaît sur une grande diversité de produits importés, notamment : les produits alimentaires (biscuits, boissons, bonbons, lait en poudre, huiles végétales) ; les cosmétiques (savons, crèmes, shampoings, produits éclaircissants) ; les médicaments ou compléments alimentaires ; les produits ménagers (détergents, insecticides, désodorisants)... Dans certains cas, on la retrouve même sur des appareils électroménagers reconditionnés ou sur des vêtements.

Certains professionnels y voient une adaptation au contexte local. Mais de nombreux consommateurs y perçoivent un double standard. Ils redoutent des produits de moindre qualité : laits en poudre très additivés, cosmétiques interdits ailleurs, bonbons fortement colorés... Les professionnels de la distribution, eux, défendent une logique d'adaptation au marché local : conditions climatiques différentes, attentes des consommateurs, contraintes logistiques et pouvoir d'achat. La loi malienne encadre l'étiquetage des produits importés par la loi n°2011 028 du 14 juin 2011 : contrôle des denrées alimentaires d'origine animale et aussi l'autorisation de Mise sur le Marché (AMM) à travers le Décret n° 06 259/P RM du 23 juin 2006, mais cette mention reste facultative.

La mention « destiné à l'Afrique » peut sembler anodine, mais ses effets psychologiques, symboliques et sanitaires sont réels : elle alimente la méfiance, banalise des inégalités, et fragilise la confiance dans les produits importés.

En l'absence de réglementation obligatoire, les experts recommandent aux consommateurs et vendeurs : de vérifier les autorisations nationales de mise sur le marché ; de lire attentivement les étiquettes et les compositions ; de se méfier des produits non homologués ou mal étiquetés ; de privilégier les circuits de distribution contrôlés. Mieux vaut savoir ce que nous mettons dans nos assiettes, sur notre corps et dans nos maisons.

Parce que c'est Notre Mali.

Muriel Jules
Source : Mali Tribune

Brésil : Les larmes de Lula lors d'une réunion du CONSEA



Le président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, a récemment souligné l'importance de répondre aux besoins alimentaires de la population en tant que politique d'État essentielle. Lors d'une réunion du Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSEA), Lula a exprimé que le chef du gouvernement d'un pays où les gens souffrent de la faim devrait être "décapité", soulignant ainsi l'urgence de cette question.

Lula a partagé une expérience personnelle émouvante de ses années en tant que métallurgiste dans les années 60, où il se retrouvait dans des conditions si précaires qu'il n'avait rien à manger. Il a évoqué avec émotion le sentiment de faim et de honte qu'il ressentait en voyant ses collègues manger pendant leurs pauses déjeuner, soulignant ainsi la réalité de la faim et de l'insécurité alimentaire.

Malgré les tensions commerciales avec les États-Unis, Lula a annoncé son intention d'inviter son homologue américain, Donald Trump, à la COP30, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques prévue en novembre à Belém, au Brésil. Lula souhaite ainsi discuter des questions climatiques avec Trump, malgré le refus de ce dernier de négocier sur d'autres sujets.



Cependant, ces déclarations interviennent à un moment délicat, alors que les États-Unis ont décidé d'instaurer un tarif douanier de 50 % sur la plupart des marchandises brésiliennes, malgré les tentatives de dialogue du gouvernement brésilien. Cette mesure, qui est entrée en vigueur récemment, aggrave les tensions commerciales entre les deux pays.

En préparatif de la COP30, qui se tiendra au cœur de la forêt amazonienne, le gouvernement de Lula met en lumière l'importance de la lutte contre le changement climatique et de la protection de l'environnement. La région amazonienne est emblématique des enjeux environnementaux mondiaux liés au climat et à la déforestation.

En définitive, les déclarations de Lula mettent en lumière l'urgence de lutter contre la faim, de promouvoir des politiques alimentaires adéquates et de s'engager dans la protection de l'environnement, malgré les défis et les obstacles rencontrés sur la scène internationale. La mesure mentionnée suscite effectivement des inquiétudes parmi les opérateurs économiques en raison de son impact sur les échanges commerciaux entre les États-Unis et le Brésil. Le décret signé par Trump le 30 juillet prévoit des exonérations de droits de douane pour environ 700 produits sur les quelque 4 000 régulièrement exportés, ce qui représente environ 20% des ventes. Ces exonérations concernent des biens considérés comme essentiels à l'économie américaine, des biens pour lesquels la production nationale est insuffisante pour répondre à la demande, ainsi que des biens stratégiques pour l'industrie locale.

Parmi les produits bénéficiant d'exemptions, on trouve certains produits pétroliers, le jus d'orange, les châtaignes, les engrais, les montres, les produits électroniques et l'industrie aéronautique, notamment la société Embraer. Les produits expédiés du Brésil avant minuit le 5 août seront exemptés des hausses de prix s'ils entrent aux États-Unis avant le 5 octobre 2025. En revanche, d'autres secteurs d'exportation stratégiques du Brésil, tels que le café, le bœuf et le sucre, seront soumis à des droits de douane.

Le gouvernement du président Luiz Inacio Lula da Silva a exprimé son intention de poursuivre les négociations avec les États-Unis pour apaiser les tensions commerciales, malgré des tentatives infructueuses ces dernières semaines. Cette situation souligne l'importance des relations commerciales internationales et la nécessité pour les gouvernements de travailler ensemble pour trouver des solutions mutuellement bénéfiques.

Arouna Sidibé

Niger-Tchad : Le président Mahamat Idriss Déby Itno en visite à Niamey



Le Président de la République du Tchad, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, a entamé une visite officielle de 48 heures à Niamey ce mercredi 06 août 2025, dans le but de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre le Tchad et le Niger.

Dès son arrivée à l'aéroport international Diori Hamani de Niamey aux environs de 11h, heure locale, le Chef de l'État tchadien a été chaleureusement accueilli par son homologue nigérien, le général d'armée Abdourahamane Tiani. Les deux dirigeants ont été accueillis par un détachement militaire et les hymnes nationaux ont retenti en leur honneur, marquant ainsi le début de cette visite protocolaire.

Après les salutations d'usage et les animations culturelles, le Président Mahamat Idriss Déby Itno s'est entretenu brièvement avec le Président Abdourahamane Tiani au salon d'honneur de l'aéroport international. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres sectorielles ayant eu lieu la veille entre les ministres des deux pays, portant notamment sur les domaines du pétrole, de l'énergie, des télécommunications et du commerce.

Au programme de cette visite officielle, on retrouve un tête-à-tête entre les deux Chefs d'État, une séance de travail élargie aux délégations respectives à la présidence de la République du Niger, ainsi qu'un dîner officiel. Le Maréchal Mahamat Idriss Déby prévoit également une rencontre avec la communauté tchadienne résidant au Niger, témoignant ainsi de son intérêt pour les ressortissants tchadiens vivant dans ce pays voisin.

Cette visite s'inscrit donc dans une dynamique de renforcement des relations bilatérales entre le Tchad et le Niger, et témoigne de l'importance que les deux pays accordent à la coopération et à l'amitié qui les unissent.

Arouna Sidibé

Sika KONE : Une fierté nationale du basketball malien



C'est dans une ambiance empreinte de fierté et d'émotion que Sika KONE, vice-championne d'Afrique, a été chaleureusement accueillie au Centre de Promotion et de Formation en Basketball de Faladié, lieu où elle a fait ses premiers pas dans le monde du basketball. Un événement marquant a été organisé pour célébrer cette occasion spéciale, avec un match de gala opposant les catégories minimes et seniors du centre. Sika, véritable star de la journée, a joué quelques minutes avec ses anciennes coéquipières, ravivant ainsi des souvenirs et des émotions.

En choisissant de représenter avec tant de fierté et de détermination les couleurs du Mali, Sika incarne les valeurs de courage, de loyauté et d'un profond attachement à sa nation. Son engagement honore et inspire toute une génération. Aux côtés de Sika se trouve une autre figure emblématique du centre, Oumou DABO, également internationale malienne et championne d'Afrique junior, qui évolue actuellement en France. Ces deux joueuses exceptionnelles ont été chaleureusement saluées pour leur talent et leur parcours exemplaire.

Leur formateur, Amadi TRAORE, a souligné leur mérite en déclarant : "Formées sur nos terrains, elles sont aujourd'hui des symboles vivants de ce que la discipline, la persévérance et le respect des valeurs sportives peuvent permettre d'accomplir. Leur trajectoire inspire des générations de jeunes basketteurs et basketteuses." Grâce à leur travail acharné, leur détermination et leur engagement sans faille, elles ont su s'imposer sur la scène internationale du basketball. Leur humilité, leur esprit d'équipe et leur amour pour le maillot national suscitent un profond respect.

Le Centre de Faladié leur rend un vibrant hommage et exprime toute sa gratitude en déclarant : "Merci à vous d'avoir porté haut les couleurs de notre club et de notre pays. Vous êtes et demeurerez à jamais des modèles pour notre centre. Le travail continue, mais vous avez prouvé que tout est possible avec le cœur et la volonté." Sika, le Mali est fier de toi.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

L'adversité n'est que provisoire et vous finirez bien par l'emporter. Si vous arrivez à prendre du recul et à relativiser, vous devriez traverser cette journée un peu contrastée sans encombre et tirer le meilleur parti de votre cerveau en ébullition. Vous aurez besoin de grands espaces, aujourd'hui, particulièrement. Cela va amplifier votre créativité positivement. Alors, n'hésitez pas à débrancher de l'agitation quotidienne, prenez le large, aérez-vous l'esprit, ressourcez-vous au calme, détendez-vous et sachez profiter du moment présent en toute quiétude.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous allez avoir besoin de vous sentir soutenu, c'est la clé de votre bonne humeur plus encore que de coutume. C'est la grande forme ! Pas un nuage en vue. Mais modérez-vous avant l'épuisement.
Vous vous mettez tout seul la pression qui vous étouffe. Vos ressentis ne correspondent pas à la réalité et vos réactions se révèlent parfaitement inadaptées. Si vous en prenez conscience, vous pouvez encore rectifier le tir et finir la journée plus sereinement...

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous n'hésiterez pas à dépenser beaucoup d'énergie pour exprimer vos potentiels et talents, surtout ceux qui vous permettent de sortir de l'ordinaire. Cette opération pourrait être couronnée de succès.
C'est la journée idéale pour dire ce que vous ressentez aux gens que vous aimez. C'est aussi un bon jour pour négocier une affaire pratique, demander une augmentation ou lancer avec succès un nouveau projet qui vous tient à cœur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une expérience du passé va vous permettre de vous préserver d'un problème aujourd'hui. Faites appel à votre bon sens. Vous sentez un besoin de retrait, de ralentir le rythme et vous aurez raison de ne pas penser sans cesse à des choses pratiques.
Votre créativité se trouve en hausse aujourd'hui. Vous aurez une irrésistible envie de vous consacrer pleinement à vos projets d'avenir. Ne vous précipitez pas pour autant, prenez-le temps de bien faire les choses.

Lion (22 juillet - 23 août)

La vie courante vous semblera moins pesante, c'est tout à votre avantage de vous faufiler entre les gouttes... La sédentarité ne vous ira pas, vous auriez besoin de mouvement, refaire du sport serait tout indiqué et vous renforcerait.
Aujourd'hui, vous ne manquerez ni d'énergie ni de détermination, et vos arguments pour défendre un projet qui sort des sentiers battus pourraient bien aboutir à un changement de vie.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Votre habileté relationnelle ne vous manquera pas. C'est le moment de foncer résolument vers vos objectifs ! Il y a du mouvement dans l'air, au sens large.
Vous avez besoin de vous aérer, de vous ressourcer dans la nature.
Vous avez l'occasion de réviser votre jugement sur une personne de votre entourage, de la voir telle qu'elle est. Par ailleurs, votre sang-froid à bout de situations qui ne pouvaient plus attendre.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous chasserez des malentendus, il vous faudra surmonter une opposition dans votre entourage ou voisinage pour cela. Vous allez éclaircir les choses dans la bonne direction, d'autant que vous avez davantage de calme.
Rien ne s'oppose à ce que vous vous penchiez sur des projets communs, tant que vous ne perdez pas de vue vos aspirations personnelles. Unir ces deux notions dans un seul projet serait évidemment l'idéal, pensez-y...

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous allez parvenir à affronter des difficultés efficacement. Vos résolutions intérieures vous font avancer avec fermeté, aujourd'hui. C'est en dormant davantage que vous allez retrouver plus de sérénité.
Tournez-vous vers votre avenir ! Vous devez tirer un trait sur d'anciennes habitudes et vous le savez... Un changement se prépare dans votre entourage, vos conseils seront très utiles, n'en doutez pas.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous vous démènerez ce jour pour ouvrir l'avenir à votre idée. Un projet qui pourrait bien redessiner votre univers relationnel, vous permettre de vivre vos liens de manière plus souple et moins convenue.
Vous adoptez aujourd'hui une attitude zen qui confirme que vous êtes bien en accord avec vous-même. L'agitation extérieure ne viendra en rien vous perturber. Vous avancez en toute tranquillité vers vos objectifs. Votre calme et vos bons conseils sont appréciés de votre entourage.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous vous démenez ce jour pour affirmer vos ambitions et défendre une originalité de ton. Le message pourrait passer haut et fort.
Vous serez plus ouvert à des courants de pensées différents... Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ! Votre bon état d'esprit va donc vous permettre d'élargir votre horizon, d'ouvrir de nouvelles portes et de gagner en maturité !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes aujourd'hui tout disposé à pardonner, à passer l'éponge sur des broutilles du passé, faites-le, sans regrets ! Votre rythme de vie se ralentit, profitez-en pour souffler et vous occuper de vous davantage.
Vous vous démenez ce jour pour affirmer vos ambitions et défendre une originalité de ton. Le message pourrait passer haut et fort.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous vous mobiliserez sans réserve pour faire bouger les lignes en famille et n'hésiterez pas à user de votre autorité pour procéder au changement requis.
L'ambiance du moment vous invite à engager le dialogue avec les autres, à ne pas rester sur un seul schéma de pensée et à ne pas réagir comme vous le faites d'accoutumée. Alors, surprenez vos interlocuteurs en étant tolérant et compréhensif. Vous aurez tout à y gagner !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com